



Comprendre le monde d'aujourd'hui

Conférence d'Alain Touraine
(Bruxelles, 16 janvier 2006)

Transcription par Christine Renouprez

INTRODUCTION

YANIC SAMZUN

*Directeur du Service de la formation
des cadres culturels
Direction générale de la Culture*

Au nom de la Direction Générale de la Culture je vous souhaite la bienvenue au centre culturel d'Etterbeeck que je remercie d'ores et déjà pour son accueil. Comme vous le savez, le service de la formation de cadres au ministère de la culture poursuit une politique à la fois de formation professionnelle, de formation aux métiers de la culture, mais il nous appartient aussi de créer des rendez-vous avec des personnalités qui peuvent éclairer la réalité d'aujourd'hui, c'est évidemment le cas de notre invité Alain Touraine. Nous sommes très heureux de l'accueillir, c'est pour nous un plaisir et un honneur de l'avoir parmi nous, d'autant que nous connaissons son agenda extrêmement chargé.

Programme de la journée

Monsieur Touraine nous fait le plaisir de faire une conférence sur son dernier livre « *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde d'aujourd'hui* ». Son intervention sera

introduite par Philippe Mahoux, Président de l'asbl RTA avec laquelle nous avons organisé cette journée en partenariat. L'asbl RTA est une association spécialisée dans la formation, notamment dans le secteur de l'aide à la jeunesse, je les remercie aussi pour le travail que nous avons réalisé ensemble pour permettre à cette journée de se tenir. Après la conférence de monsieur Touraine vous aurez évidemment la parole pour un débat, pour pouvoir l'interpeller, le questionner, aller un peu plus loin dans ses réflexions. Cette après-midi monsieur Touraine aura une rencontre et un entretien filmé par RTA avec la ministre de la Culture Fadila Laanan. Encore merci à monsieur Touraine d'être là et je cède tout de suite la parole à Philippe Mahoux.

PHILIPPE MAHOUX

Sénateur - Président de l'asbl RTA

Merci. La première réaction de lecture qu'on éprouve en découvrant les ouvrages d'Alain Touraine, le dernier en particulier, est une résonance immédiate et forte avec ce qui nous émeut, nous mobilise et nous passionne. Chacun d'entre nous y reconnaît certainement une part importante de ses engagements.



Lorsqu'il évoque la lutte du sujet pour ses droits culturels, le combat des femmes pour la maîtrise de leur corps (« un enfant si je veux quand je veux »), l'importance du mouvement gay, le droit à une fin de vie digne, les dangers que font courir au monde les forces impersonnelles de l'hypercapitalisme et de la guerre, je me sens replongé dans une série d'images fortes qui ont jalonné et jalonnent ma propre vie et mon combat politique : la lutte pour la dépénalisation de l'avortement, la législation relative à l'euthanasie pour laquelle je me suis tant battu, la loi qui pénalise les discriminations, et interdit ces discriminations à l'embauche, la loi discutée pour le moment au Parlement sur le droit à l'adoption pour les couples homosexuels et mon prochain voyage en Palestine tout proche où je serai un des témoins internationaux des prochaines élections dans le droit, dans le combat pour le peuple palestinien à un Etat sûr dans des frontières reconnues et sûres.

Et lorsque Alain Touraine évoque les nouveaux mouvements sociaux en disant avec netteté que, je le cite, « c'est seulement en associant les mouvements culturels avec la défense des droits politiques pour tous qu'il est possible de mener des actions pour la défense des minorités tout en respectant le principe démocratique de la loi de la majorité », il me semble qu'il définit un horizon de sens et de valeur dans lequel nous sommes nombreux ici à nous reconnaître.

Deux questions fondamentales

Au-delà de ces sentiments de résonance et de connivence, le travail d'Alain Touraine nous pose plusieurs questions fondamentales, deux d'entre-elles me paraissent nécessiter toute notre attention. La première est celle de **l'unité de tous ces combats**. Alain Touraine transcende leur extrême diversité en

les plaçant sous une bannière unique, la lutte pour les droits culturels. Nous avons probablement trop peu conscience de cette unité fondamentale et il s'en suit peut-être un relatif affaiblissement de ces nouveaux mouvements sociaux. Bref, le travail actuel d'Alain Touraine interroge en profondeur notre conscience d'être acteur.

La seconde, c'est **le rapport de ces combats avec d'autres** qui nous sont chers : **l'égalité, le droit au travail, la lutte contre la misère**. Certes Alain Touraine relie souvent le droit de participer au système économique mondialisé et l'exercice des droits culturels, mais force est de reconnaître que ce lieu, cette articulation doivent être mieux pensés si nous voulons éviter que soient « ringardisées » les luttes sociales.

Passer de la connivence à l'interrogation critique, surtout de nos propres engagements, n'est-ce pas là l'essence même du travail d'éducation permanente ? Que doit-être ce travail aujourd'hui ?

Un travail de connexion

Lorsque je pense à la fondation de RTA il y a plus de 30 ans, la volonté d'offrir une occasion aux acteurs progressistes de se rencontrer dans un lieu pluraliste était déjà très forte, elle n'a pas faibli aujourd'hui. Mais il est clair qu'à cet indispensable travail local de rencontre et d'échange doit s'ajouter aujourd'hui un travail de connexions multiples : **connexion de registres** où il faut échanger et articuler des informations, des réflexions, mais aussi des argumentaires et des théorisations sans lesquelles la conscience de l'action risque fort d'être insuffisante.

Connexion de secteurs, puisque la lutte culturelle traverse aussi bien le secteur de



l'emploi et de l'insertion, le secteur culturel que le secteur éducatif ou encore celui de l'aide à la jeunesse et j'y ajouterai (médecin que je suis) le secteur de la santé. **Connexion** aussi du travail local et d'échange à distance sans lequel la lutte contre la domination serait par trop inégale. C'est une des raisons qui nous ont conduits à RTA à proposer en accès libre et gratuit notre magazine Intermag où nous poursuivons un travail d'enquête et d'analyse que nous partageons de façon la plus ouverte.

L'initiative de cette conférence s'inscrit à la suite d'une première interview d'Alain Touraine et d'un numéro consacré à la problématique du sujet. J'ai le plaisir de vous dire que le prochain numéro sera consacré au thème des droits culturels. Il comportera notamment le débat de cette après-midi entre Alain Touraine et la Ministre Fadila Laanan. Ce numéro cinq de Intermag sera complété par la publication en février d'un livre que Jean Blairon et Emile Servais ont consacré aux récentes émeutes où la jeunesse française a réclamé d'être reconue dans ses droits culturels.

Pour boucler la boucle

Enfin, des acteurs progressistes namurois se sont aussi donné le projet de réfléchir ensem-

ble aux inégalités culturelles si criantes dans la société d'aujourd'hui et ce débat dans le cadre d'assises de l'égalité viendra prolonger un autre thème qui nous était cher et que nous avons abordé dans un premier temps et qui était celui de l'inégalité par rapport au travail.

Avant de nous retrouver virtuellement il est bon de se voir et de se voir, je dirais, en chair et en os. Aujourd'hui, en apercevant les uns et les autres, j'ai le sentiment d'une complicité et d'une solidarité dont votre présence ici constitue une très agréable expression. Permettez au Président de remercier le travail de toute l'équipe de RTA qui a oeuvré avec efficacité avec la Direction Générale de la Culture pour nous permettre de vivre cette rencontre. Je voudrais aussi à mon tour remercier chaleureusement Alain Touraine d'avoir bien voulu coincer dans un agenda international très chargé une visite éclair dans notre communauté, en lui cédant la parole je voudrais vous partager ma conviction que ce jour, pour nous tous, avec lui, bien des choses vont au-delà d'une simple conférence. Je vous remercie.

■ CONFÉRENCE D'ALAIN TOURAINE

Bien entendu, avant toute chose, je vous remercie de votre invitation, des paroles que vous venez de dire et plus particulièrement de deux choses que vous avez évoquées. La première, c'est d'avoir parlé du travail parce que ce n'est pas à la mode, ce n'est même pas bien vu. Comme j'ai passé une partie importante de ma vie à m'occuper de ces problèmes,

je suis de mauvaise humeur chaque fois (et c'est souvent) que l'on dit « les problèmes du travail, c'est passé ». Certains ont même écrit des livres stupéfiants sur « l'ère des loisirs » qui l'emporte sur le travail, etc. Ce sont visiblement des stupidités auxquelles vous n'êtes pas sensibles et je vous en remercie parce que si on oppose complètement les problèmes les



uns aux autres et qu'on oublie cette formidable réalité du travail, je doute que l'on puisse mener la réflexion très loin.

Plus important, plus immédiat en tout cas est mon remerciement pour votre invitation. Le métier de sociologue n'est pas un métier facile. Mais c'est un métier intéressant dans la mesure où il s'agit d'être sans arrêt sur plusieurs terrains à la fois : **terrain** d'abord, parce qu'un sociologue, comme un anthropologue, un biologiste, est quelqu'un qui est sur le terrain (mon premier travail de terrain date d'il y a plus d'un demi-siècle et mon dernier, je l'ai fait au mois d'octobre dernier à Paris avec des groupes divers de femmes musulmanes). Et puis à côté du terrain, il y a la **réflexion théorique** à laquelle j'ai probablement consacré l'essentiel de mon temps. Pour qu'on puisse passer de l'un à l'autre, on a besoin de **passeurs**, c'est à peu près ce que vous êtes, c'est-à-dire des gens qui réfléchissent sur une pratique, essaient de trouver les conséquences pratiques d'une réflexion, mais surtout font communiquer théorie et pratique comme cela est indispensable et normal. Donc pour moi, vous êtes un bon public et je vous en remercie parce que cela m'intéresse beaucoup (et c'est important pour quelqu'un comme moi) d'entendre et de comprendre vos réactions.

Alors, dans le cadre du thème de cette conférence, on peut prendre les problèmes de bien des manières. Je vais essayer, quitte à ne pas être absolument fidèle au titre, de parler de ce qui se pose comme problème à notre réflexion et à nos décisions, en parlant d'ailleurs des droits culturels, etc.

Bien entendu, il faut commencer par ce que certains d'entre vous ont peut-être vu dans mon livre qui parle de problèmes généraux et qui n'est pas très descriptif. Je voudrais donc en quelques minutes vous dire quelle est l'hy-

pothèse générale de ce livre. Cette hypothèse je la définirais à deux niveaux, en deux phrases qui se suivent.

LA NOTION DE PARADIGME

Le premier niveau a trait au mot « **paradigme** ». Ce mot, qui possède des sens divers, était surtout employé dans l'histoire des sciences et la grammaire ; il signifie que nous sommes habitués, surtout depuis le monde industriel, à définir des époques ou des sociétés en termes de **mode de production** : la « société marchande », la « société industrielle », la « société de l'information », même la « société de la connaissance », « la société du savoir ». Nous sommes habitués aussi à parler en termes de société *aristocratique* ou de société *capitaliste*. Le terme « globalisation » se rattache à cette famille de mots. Tout cela est indispensable évidemment, et je pense que ce qui est plus important encore est qu'une société, un ensemble quelconque, une communauté locale ou nationale, ce n'est pas seulement des choses, des machines, des institutions, des règles ; c'est aussi un **mode de représentation**, c'est-à-dire une représentation de soi-même. Ce que nous sommes, c'est largement notre **manière de nous représenter qui nous sommes**.

Alors en termes très « historiquement pratiques », nous venons de sortir je crois d'une période pas tellement longue (150 à 200 ans) où très spontanément tous, quelles que soient nos occupations et nos opinions, nous avons parlé de la réalité sociale en termes, grosso modo, économiques ou économique-sociaux.

Les mots qui vous viennent de suite à la bouche pour parler de la société où nous étions, spécialement dans un pays qui est un des deux



pays inventeurs de l'industrialisation avec la Grande-Bretagne, sont le **travail**, les **classes**, le **revenu**, les **grèves**, les **syndicats**, les **négoiations**, les **lois sociales**, les **hiérarchies de revenus** etc. D'une certaine manière je pense que cela vous semble encore naturel. Or ce n'est pas naturel du tout ; c'était vraiment comme cela que nous avons vécu et **c'est cela qui a donné un caractère compréhensible à l'expérience ; c'était un langage dans lequel on pouvait s'entendre.**

Du paradigme politique au paradigme socio-économique

Alors pour bien faire comprendre ce que veut dire un changement de paradigme, puisque ce langage économique-social n'a pas toujours existé et est même assez nouveau, je vais d'abord remonter en arrière. Dans la période immédiatement antérieure qui s'étend, pour aller vite, du XV^{ème}, XVI^{ème} jusque fin du XVIII^{ème} siècle, marquée par toute une série de penseurs, de philosophes du droit, de philosophes de la politique (Machiavel, Jean Bodin), de grands penseurs de la démocratie (Hobbes, Rousseau, Montesquieu, etc.), on parle spontanément en termes politiques. Le grand problème, c'est le thème des *ordres* : ordre, nature, société, institutions ; cela peut être le roi, le peuple et puis le mot « révolution » qui relève tout à fait de ces vocabulaires, mot politique qui a joué un rôle capital en Hollande, en Angleterre, dans les colonies anglaises d'Amérique, en France, dans les pays qui se libèrent de la domination espagnole, etc. Je peux continuer indéfiniment, mais vous le saisissez facilement, nous avons parlé politique et c'est assez brusquement que nous sommes passés d'un vocabulaire à l'autre.

Dans le cas de mon pays, cela s'est fait d'une manière extraordinaire : en quelques semaines. En février 1848, il y eut une petite ré-

volution ; on passe à la République (c'est un terme politique) et on vote un certain nombre de lois sur le suffrage universel réservé aux hommes certes, mais universel pour les hommes. Tout cela, c'est du politique. Certains savent peut-être qu'en juin 1848 c'est-à-dire quelques mois plus tard, eut lieu le premier grand massacre : des ouvriers (qu'on appellerait aujourd'hui des chômeurs) à qui on donnait des travaux d'intérêt public dans des « ateliers nationaux » qu'on ne paye pas, élèvent des barricades. On leur tire dessus : c'est la première grande lutte sociale ouvrière du travail. On ne se situe plus du tout dans un langage politique, on est dans le langage des classes, des conflits de travail, etc.

Karl Marx, un bon observateur de tout cela (qui n'aimait pas tellement les Français), a dit ceci : les Français, quand il s'agit de problèmes politiques et d'actions politiques, ils sont formidables, ils sont bien meilleurs que tous les autres, mais quand il s'agit de problèmes économiques et sociaux, ils sont nuls ; ils sont vraiment en retard sur les Anglais, et même sur les Allemands ; ils ne comprennent rien (ce qui je crois est encore un peu vrai...). Beaucoup d'entre-vous connaissez probablement ces petits textes merveilleux sur 1848, sur l'arrivée au pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1848, etc. et puis ensuite tout ce qui se passera jusqu'à « *La Commune* ». En Grande-Bretagne, je crois que c'est un peu moins clair, mais cela se passe depuis le chartisme jusqu'au mouvement ouvrier, les années 40, etc.

On assiste donc à **une rupture de vocabulaire, de pensée et une rupture chronologique** assez brusque (celle-ci ne doit pas nécessairement être brusque) : pendant 300 ans, on a parlé politique pour parler de la société, puis, pendant 150 ans on a parlé éco-



nomie ou économico-social pour parler de la société. Maintenant, on parle culture.

Du paradigme socio-économique au paradigme culturel

Je prétends, non pas que nous allons entrer dans ce paradigme culturel, mais que nous y sommes et ce depuis déjà pas mal de temps. Et si vous me demandez : « quel est l'équivalent de 1848 ? », et si je reste enfermé dans ma définition nationale, je vous dirais évidemment : « c'est 1968 ! ». Mais je pourrais prendre à peu près la même période (1964-68) aux États-Unis ou en Italie et dans bien d'autres pays. D'ailleurs vous n'avez qu'à écouter le discours de présentation qui vient de vous être fait, c'est un vocabulaire de type politique culturelle, problèmes culturels, actions culturelles : il était question des femmes, des homosexuels, de l'euthanasie ; il est question aussi de discrimination pour différentes causes dans le travail et hors du travail, etc. Nous sommes déjà tout naturellement dans ce vocabulaire-là.

Je ne veux pas me prononcer sur la Belgique, mais si je prends la France (et je ne crois pas qu'il y ait de différence), que fait un parlement aujourd'hui ? Probablement il recopie les directives de Bruxelles, apprend à les transformer en lois nationales et puis il passe quelques semaines à voter le budget... Et le reste du temps, de quoi s'occupe-t-il ? De problèmes culturels. Et au meilleur sens du terme, c'est-à-dire qu'on parle de mariage d'homosexuels, d'avortement ou de divorce et même quand on parle d'éducation, on en parle évidemment **en termes culturels** plus qu'en termes professionnels ou plus qu'en termes de ce que certains sociologues appellent « la socialisation ». Il est en effet bien clair que le rôle de l'école n'est pas uniquement de faire des travailleurs ou des citoyens, mais de

faire des individus responsables d'eux-mêmes ayant une certaine capacité d'action libre. On est donc bien dans l'ordre du culturel.

Pourquoi ce passage ?

Alors d'un mot, parce qu'il faudrait des volumes et des jours (et il y a d'ailleurs des milliers de pages ou des centaines de milliers de pages écrites à ce propos), pourquoi ce passage ? Ne parlons pas en termes trop généraux : **pourquoi concrètement ?** *Quelles sont les raisons de ce passage ?* J'en citerai deux : l'une plus générale et l'autre plus limitée. La raison la plus générale, et c'est une idée à laquelle je tiens beaucoup, c'est ce qu'on appelle **la globalisation**. La globalisation, vous le savez par coeur, c'est l'internationalisation, de la production des échanges, etc. Mais pour le sociologue c'est aussi le fait que l'activité économique, les acteurs économiques s'organisent et fonctionnent de plus en plus au niveau mondial ; les autres, les politiques socio-culturelles, vous et moi, nous n'y avons pas accès. Nous ne sommes pas organisés au niveau mondial, nous essayons, mais c'est limité et donc il y a une **rupture entre le monde économique et le monde social**.

Cette rupture (le terme reste un peu vague) porte un nom depuis très longtemps dans le vocabulaire commun, c'est ce qu'on appelle le « capitalisme ». Le capitalisme est une composante essentielle de l'évolution économique qui consiste à libérer l'économie de tous les contrôles sociaux qui viennent du reste de la société. Et au fond, quelles que soient nos opinions nous sommes habitués à dire que pour qu'il y ait un développement économique, il faut cet « arrachement » et ensuite, il faut qu'on reconstruise de nouveaux contrôles. On ne peut laisser cela aussi « sauvage », comme c'est le cas en ce moment. Il faut qu'on recrée des contrôles, culturels, politiques, sociaux,



etc. Ce qui nous intéresse tous en ce moment avec la vague de transformation de nos « Welfare States » (ce qui est une sacrée affaire et nous espérons tous qu'on ne tombera pas dans le trou tatchérien entre les deux).

LA DÉCOMPOSITION DU SOCIAL

Ce qu'on appelle « globalisation », il y a 100 ans en particulier en Allemagne, on l'appelait « l'impérialisme », non pas au sens général du mot ; les penseurs marxistes, social-démocrates ou autres de cette époque parlaient déjà d'« internationalisation » et de prédominance du capital financier. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Avec pour conséquence, prédite bien avant, dès les débuts de la grande expansion britannique, que la société, les organisations, les familles, les quartiers, les villes, les partis, etc. se décomposent. Dans cette rupture entre le social et l'économique, le social se décompose. Il faut avoir une conscience aiguë de ce que nous disons et je crois qu'il y a une décomposition fondamentale de toutes nos institutions sociales et il faut le prendre de manière très radicale.

L'exemple de la ville

Prenons comme exemple l'institution peut-être la plus centrale dans notre partie du monde, à savoir la ville. Dans votre partie de l'Europe ou en Italie ou dans le monde baltique, la ville (*Il comune* en italien) c'est la base même de la modernité. Nous sommes ici dans une partie du monde où on sait ce qu'est une ville, on l'oublie un peu de temps en temps, mais cela reste très fondamental, en particulier ici. Or, la ville c'est un vieux thème ; déjà il y a 30 ans on commençait à abandonner ce mot (mon ami Castels parlait de l'urbanisation comme zone d'urbanisation ; maintenant on est « ex-urbanisé », etc.).

La ville, « ça fout le camp ». Si vous regardez une mégalopole, une de ces villes de dix millions, quinze millions ou vingt millions d'habitants ; ce ne sont pas des villes. Mexico, San Paolo ou quelques autres ne sont pas des villes. Leur fonction est par exemple de recueillir la population rurale de régions qui se vident ou bien c'est de permettre un certain accès à des services sociaux minimaux pour des gens qui n'en avaient pas du tout ou c'est une étape vers l'immigration, vers l'étranger. Enfin, on n'est pas du tout dans ce qu'on appelle « une grosse ville ». San Paolo, c'est une mégalopole (on parle beaucoup de la misère des gens du nord-est, mais il faut ajouter que les gens misérables du nord-est sont à San Paolo et non plus dans le Piao qui est vide).

Une vie désocialisée

C'est un thème un peu délicat, mais, entre nous soit dit, les partis politiques, la démocratie représentative, sont quand même plus que malades. Donc, on s'interroge. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas de parti. Mais le quartier, la famille, l'école, tout cela est complètement remis en cause, même la justice. Bref, **la première réalité est que ce vocabulaire social ou économique-social se défait** parce que tout cela fout le camp et que **nous nous retrouvons**, nous, individus, groupes, peu importe, **avec une vie désocialisée, désintégrée** (j'y reviendrai) et donc, **nous sommes renvoyés à nous-mêmes**.

Pourquoi ?

Parce que les formes, les champs de domination, les rapports de pouvoir se sont étendus formidablement. Vous avez un roi, c'est le symbole de l'État c'est très important, mais ce n'est pas un souverain absolu comme vous avez eu l'occasion d'en avoir il y a quelques siècles. On était atteint dans les droits civils,



civiques, politiques, cela existe encore dans bien des parties du monde, cela existait encore dans les années 70 aux États-Unis à propos des droits civils pour les noirs américains.

Comment avons-nous réagi ?

Comme citoyens (mot clef sur lequel je reviendrai), nous connaissons les droits de l'homme et du citoyen. Ensuite, on a tenté d'arranger un peu les choses à coups de démocratisation, de réformes, etc. Le monde industriel est le monde dans lequel nous avons été engagés essentiellement comme travailleurs. Les problèmes de l'époque industrielle sont relatifs à ce qu'on appelle les droits sociaux ou les droits du travail et des travailleurs. C'est déjà plus large et je vais y revenir dans un instant à propos des droits culturels.

LE RAPPORT À SOI

Le droit d'être moi, le pouvoir de dire non

Aujourd'hui, vous le savez comme moi, les pouvoirs, les dominations, les influences, les hégémonies qui s'exercent sur vous viennent de partout. Ils viennent d'un pouvoir mondial, d'une globalisation économique ; ils viennent de médias internationalisés, de modes de consommation internationalisés. Je ne suis pas en train de dire que le monde actuel est méchant, je dis que nous sommes soumis à des influences de tous côtés et que c'est capital. Par conséquent, *comment nous défendons-nous ?* Comme citoyen, comme travailleur, comme consommateur, comme communicateur, c'est-à-dire comme moi, comme vous, comme nous. La seule chose qui existe aujourd'hui face au monde formidable des appareils impersonnels, des marchés, des événements économiques, des mouvements technologiques, des guerres, des affrontements, de la violence, ce

sont des êtres humains, il y a moi, moi et moi. La seule chose que je puisse défendre, que j'ai à défendre, le seul point solide, c'est moi, le droit d'être moi. Et « être moi », cela veut dire beaucoup plus qu'être ce que je suis à un moment donné avec mes caractéristiques.

Donc, la première grande réalité, c'est que **la globalisation tue le social** et ne laisse plus face à face que ces masses immenses. C'est l'image que nous avons du monde : au-dessus de nous, ce ne sont pas des rapports de travail, le travail aux pièces ou au rendement dans une mine, non, au-dessus de nous, il y a des **masses impersonnelles hors d'atteinte** et de plus en plus **imprévisibles**, tous les économistes vous le diront. En face de cela, pour l'instant, je caricature un peu, plane une sorte d'inquiétude sur notre propre existence.

Je fais une petite parenthèse : vous prenez une situation de guerre telle que nous l'avons connue dans cette partie du monde et puis vous avez des gens qui se trouvent à être soit résistants, soit déportés, soit condamnés et qui sont là admettons dans une cour pendant des heures pour l'appel et *qu'est-ce qu'ils sont ?* Ils ont pratiquement uniquement la capacité d'être vivants et d'engager leur vie, d'abord parce que souvent ils l'ont engagée et parce qu'ils auront ou ils peuvent avoir à dire non ou à ne pas dire oui, ce qui suffit pour être liquidé d'un coup de revolver.

Des milliers d'individus se sont trouvés en situation de ne pouvoir être humains que par la capacité qu'ils avaient de dire non, de sacrifier leur vie à leur exigence d'être des êtres humains. Pour les gens de notre siècle, c'est l'expérience fondatrice. Car, dans mille ans, du XXème siècle en Europe, on retiendra les camps de concentration et d'extermination et un peu la bombe. Autrement dit, le XXème siècle ne laissera pas une image spécialement



gaie ; il nous renvoie cette image, qui nous habite tous, qu'il y a une sorte de moment où on nous prive de tout. Même quand nous sommes riches, on nous prive de tout ; mais il y a **un rapport à nous-mêmes**. C'est, je crois, la chose la plus profonde ; c'est ce que nous sommes. Pour reprendre une très bonne expression anglaise, notre monde est un monde de **réflexivité**. Nous agissons au second degré, nous agissons sur un monde que nous avons fait nous-mêmes en nous définissant.

Se définir par rapport à soi-même et être respecté

Je voudrais introduire ici, très vite, une notion théorique très contestable et très fondamentale pour moi : *que signifie « parler de droits » ?* Cela veut dire que nous sommes des êtres humains parce que nous avons une certaine « **réflexivité** », **une capacité à nous représenter à nous-mêmes**, à créer des images de nous-mêmes sur une grotte ou sur internet peu importe. Par conséquent, nous avons la capacité de nous définir par rapport à nous-mêmes (de faire appel à des critères que nous appelons « humains »). Si vous vous baladez dans le monde n'importe où et que vous parlez aux gens, *que vous disent les gens ? Que vous demandent-ils ?* Toujours les mêmes mots sont employés : je demande à « *être respecté* », je demande à « *ne pas être humilié* », je demande à « *être traité comme un être humain* ». Ça peut prendre les formes les plus diverses, mais trouvez-moi des endroits où les gens disent « *humilié, moi je m'en fiche* » ou « *être respecté moi, je m'en fous parce que je ne respecte personne* » ! Ce n'est pas vrai.

Ce rapport de soi à soi, cette conscience de soi, « *ne pas être humilié* », pour moi c'est probablement le plus élémentaire, le cœur du cœur des demandes humaines de toujours et d'aujourd'hui en particulier. Et, ce double

de nous-mêmes, que je pourrais appeler « la conscience morale », avant (quand on n'était pas très « costaud » ou qu'on ne savait pas faire grand-chose), on le projetait : on projetait notre faiblesse dans la toute-puissance des dieux, de la raison, dans l'avenir, la société sans classe, la nation et même, la science, l'abondance, etc. Et puis, à mesure que nous sommes devenus plus « costauds », c'est-à-dire que nous avons pu changer le monde, nous avons intériorisé ces images projetées ; nous avons ré-intériorisé tout cela et c'est devenu ce que moi dans mon vocabulaire j'appelle « **le sujet** ».

Le droit d'avoir des droits

Aujourd'hui ce que nous réclamons, la manière dont nous nous définissons (y-compris les images, les objets, etc) est parti dans une sorte de monde supérieur, de monde de science fiction. On ne sait plus très bien (cf Baudrillard) ce qui est fiction et ce qui est réalité. Souvent la fiction est plus réelle que le réel. Un exemple : la guerre du Golf. Et en face de cela, **nous n'avons plus de définition que proprement intérieure**. Un vieux thème de la philosophie politique sociale allemande des années 20-30 et en particulier à la pensée de Walter Benjamin, est de dire « *je ne suis rien d'autre qu'un caléidoscope* » ; je vis des événements, des choses m'arrivent. Autrefois il y avait des visions du monde. Aujourd'hui, **nous ne pouvons plus avoir une vision du monde, mais nous pouvons avoir une exigence à l'égard de nous-mêmes : notre droit de penser par rapport à nous-mêmes** et plus concrètement, je dirais que notre exigence fondamentale est de pouvoir dire « *je veux que ma vie soit ma vie* ». Cela ne veut pas dire qu'elle se passe en dehors de tout, que je peux faire ce que je veux, mais que j'essaie de trouver un sens à ma vie qui est le fait qu'elle



est construite, protégée, maintenue à travers mille ruptures comme ma vie.

Voilà ce que c'est que ce monde culturel, ce monde culturel que je vous présente d'une manière *tragique* plus que dramatique. La société précédente où l'on se bat a plutôt été, pour parler comme Aristote, du genre dramatique. Aujourd'hui, nous sommes, pour parler comme Aristote toujours, dans un monde plus *tragique*, c'est-à-dire dans un monde où il y a un destin. L'économie est devenue un destin, le marché est un destin, la guerre est un destin, les djihads opposés sont des destins. Et dans tout cela, nous essayons de sauver un rapport à nous-mêmes, un rapport créateur de nous-mêmes. Il ne s'agit pas d'une subjectivité au sens de ce qui me passe dans le conscient, l'inconscient et l'entre-deux, mais de ce qui se passe dans **un rapport axiologique à soi-même**, dans cette **réclamation profonde du droit d'exister comme porteur de droits et de s'affirmer comme être de droits**.

Quelles que soient vos activités, dans tel ou tel secteur, je pense qu'on crée de la vie sociale, ce que je dis est un peu trop général, mais cela correspond à des expériences quotidiennes en particulier auprès des populations qui sont le plus privées de – je ne sais pas quel mot il faut dire, le mot « liberté » est un mot noble mais les mots « égalité » et « justice » aussi, mais ce sont des mots qui ont caractérisé ces sociétés d'avant, c'est pourquoi je préfère dire – de ce « droit d'avoir des droits » ou ce « droit d'être un sujet », c'est cela qui est l'essentiel.

LA LIBERTÉ, AUJOURD'HUI, C'EST QUOI ?

Bien entendu ce sujet humain, ce n'est plus tout à fait « Emmanuel Kant faisant sa prome-

nade quotidienne à Keunigsberg », il est plus cet esprit libre ou même l'esprit absolu hégélien « nous savons bien ce que nous voulons ». Quand je dis « je veux être libre », cela signifie je veux être libre comme citoyen ; comme travailleur ; comme vivant dans un milieu culturel ; je veux dire « je pars sur la route avec toutes mes affaires ». Et ce n'est pas uniquement mon esprit pur qui doit être libre, c'est mon esprit impur, c'est mon corps impur, ce sont mes difficultés, mes manques, les persécutions que je subis ou les succès que j'ai, etc.

Nous nous trouvons donc aujourd'hui devant un problème qui est « le » problème de notre temps. Pour vous le présenter, je vais revenir en arrière, il y a 100 ou 120 ans. Au XIX^{ème} siècle, nous avons créé de la citoyenneté, du moins dans une toute petite partie du monde et avec bien des manques, nous avons créé un certain droit universel. Le « nous » c'est des travailleurs. « Je suis ouvrier boulanger » (cf. la première loi sociale votée sur le travail de nuit) ou je suis « une femme » ou je suis « un docker » ou je suis « un mineur ». Ces catégories ne sont pas des catégories universelles. La classe ouvrière n'est **pas** une catégorie universelle. Et donc s'est posée la question de savoir comment il est possible de combiner cet universalisme abstrait, ces droits « bourgeois » comme certains disaient, avec ma réalité concrète de travailleur c'est-à-dire les gens de telle mine, les gens de tel port, les gens de telle profession, etc. (et vous savez très bien que ce petit problème a commandé l'histoire du monde pendant un bon siècle, avec 1920 comme date clef et l'éclatement de la deuxième internationale). Alors la majorité des gens affirment, avec Lénine et beaucoup de pays, y compris les pays scandinaves, que « la priorité, c'est les droits de la classe



ouvrière », c'est même la dictature du prolétariat (qu'à ce moment il fallait comprendre, en un sens, comme l'*hyper démocratie* – le reste c'est de la démocratie bourgeoise).

Cette vision léniniste puis maoïste qui a dominé la moitié ou les deux tiers du monde pendant un demi-siècle ou plus, fut le grand problème, je dirais la grande catastrophe du XXème siècle. Et en face de cela, qu'y avait-il ? Franchement pas grand-chose. À cette époque-là ou un peu avant, il y avait quelques Anglais, moitié syndicalistes, moitié profs, qui ont formé une petite société qu'on appelle « la société Fabienne ». Les Fabiens se sont mis à dire « *Voyons, comment pourrait-on traiter le problème ?* », c'est-à-dire, *comment garder l'idée de démocratie tout en l'étendant ?* Ils avaient créé un mot assez commode « Industrial democracy », mais c'est un peu court ; il s'est alors transformé en « social democracy », etc. Ces gens-là qui, à l'échelle européenne étaient tout à fait minoritaires, ont dit « il faut absolument trouver un moyen de dire que la démocratie citoyenne s'étend au domaine du travail ». Ils ont dit ceci : dans le travail, il faut bien entendu une action collective (des situations de travail sont des situations collectives). Bien entendu il faut des syndicats, des partis, des coopératives, etc., et, en particulier, il faut une action collective pour obtenir ce qu'on appelle une convention collective ou pour obtenir une loi du travail qui assure les droits fondamentaux et surtout le droit le plus fondamental qui est d'avoir un contrat de travail. Mais **le contrat de travail**, c'est le contrat **individuel** du travailleur qui lui garantit non pas les droits de la classe ouvrière, mais les droits de Monsieur Durant ou de Monsieur Dupont ou de qui vous voudrez. Et donc, le syndicalisme était un très bon exemple de lutte par définition collective pour obtenir et

pour protéger des droits individuels. S'il y a un accident du travail, ce n'est pas le monde ouvrier qui a un accident du travail, c'est moi, c'est lui, c'est toi et celui-là doit être indemnisé, doit être protégé et il en est de même quand nous sommes vieux ou quand nous sommes chômeurs. Au fond, notre mouvement ouvrier occidental a été la solution : à savoir, agir collectivement pour assurer, faire respecter les droits individuels fondamentaux dans le domaine du travail et ensuite dans un domaine qui s'est élargi un peu autour du travail.

COMMUNAUTARISME ET RÉPUBLIQUE

Et bien, dans ce monde dominé par l'économie culturelle, le problème est exactement le même : le choix est exactement le même et c'est notre choix et il se joue tous les jours. L'essentiel, c'est les droits collectifs d'une catégorie qui cette fois-ci ne sera plus définie **socialement** comme la classe ouvrière ou les dockers de Liverpool ; ce sera **un groupe culturel** par exemple, un groupe ethnique, un groupe religieux pour prendre deux cas très lourds. Ces groupes demandent la liberté surtout dans ces groupes collectifs qui ont une puissance ou une légitimité formidable parce qu'ils gèrent une parole *divine*. Là, on est tenté de dire « je demande la liberté, mais je la demande pour ce groupe qui détient l'universel en lui-même ». C'est le pire de tout si vous me permettez de parler ainsi. Évidemment, il va tendre à imposer cela à tout le monde. Et moi je dis très raidement que ce qu'on appelle le « communautarisme », c'est-à-dire l'unité définie par une culture, une langue, une religion, etc. globale dans laquelle se place les problèmes économiques, les problèmes politiques, les problèmes intellectuels, etc., c'est la catastrophe de notre siècle, de notre période,



comme le léninisme a été la catastrophe du siècle précédent, comme la terreur a été la catastrophe de la période encore antérieure.

En France on appelle cela la « République », qui est une sorte de communautarisation des droits universels politiques. Et nous savons tous très bien que ce sentiment-là est aujourd'hui en Europe d'une extrême force, cela se voit non loin de chez vous ou de chez moi. Dans beaucoup d'endroits, cette espèce de populisme nationalisme xénophobe arrive à faire gagner des élections dans un pays tout à fait respectable et prend de la force un peu partout.

Alors notre problème c'est : faut-il faire un républicanisme « à la française », « à la Monsieur Finkielkraut » qui devient un communautarisme, disons le mot, raciste ou bien faut-il au contraire aller dans un monde de communautarisme avec une disparition de ce que nous avons appelé, et que nous ne devrions pas faire disparaître, « la citoyenneté ».

Le problème il est là : *comment pouvons-nous combiner les droits universels ?* **Les droits individuels sont importants** non parce qu'ils sont individuels, mais **parce que universels**. Le suffrage individuel n'aurait pas d'intérêt s'il n'était pas universel. *Alors comment pouvons-nous combiner cet universel – individuel avec les droits collectifs ?* J'aime à vous dire que la moitié des sociologues, et pas seulement des sociologues, du monde discutent de cette question. Moi je ne crois pas qu'on puisse s'écarter de ce que nos ancêtres ont fait il y a 100 ou 150 ans ; il faut combiner les deux et je vais vous le dire sous une forme extrêmement concrète, en prenant le problème le plus chaud, c'est-à-dire le problème religieux. Il faut, pour reprendre une vieille expression française qui n'est pas neutre, garantir la « liberté des cultes » : que l'on aide les cultes à s'organiser, et même que l'on

dise que les musulmans sont en retard et qu'il faut donc leur donner un coup de main, malgré la loi de la laïcité (c'est ce que dit Sarkozy aujourd'hui et il a bien raison), tout cela ne porte pas atteinte. **Il faut que les gens puissent pratiquer leur religion de manière décente**, non pas dans des caves, pas avec les flics aux fesses, etc. Je dis absolument oui à cela **avec une condition qui est la liberté religieuse**, je veux dire **la liberté de chaque individu de pratiquer ou de ne pas pratiquer**.

Prenons un mot simple qui est le mot « conversion ». La liberté de se convertir n'existe pas dans la plus grande partie du monde. Je dis que nous, en tant que pays avec des institutions, en tant que citoyens, nous devons à la fois faire respecter les droits des cultes des églises, des sectes ou de tout ce que vous voudrez pour autant que ce soient des gens décents et faire respecter la liberté religieuse de chaque individu. Et ce que je dis pour la religion vaut pour la langue, pour l'ethnicité, etc. C'est cela, à mes yeux, le problème capital.

Je voudrais sans y passer trop de temps, appliquer ce que je viens de dire, peut-être parce que je connais mieux le cas de mon propre pays, en considérant très rapidement les deux événements majeurs dans ce domaine qu'étaient le débat sur le voile et l'affaire des banlieues. Je trouve d'ailleurs la coïncidence de cette succession pleine d'enseignements. Tout d'abord, le fait qu'un brave pays comme la France n'ait parlé que de cela pendant un an prouve bien l'importance des problèmes culturels. Que les gens dans leur famille, au bistrot, au travail, discutent, s'interrogent à propos de cela est quand même plutôt bon signe ; c'est qu'il y a là une interrogation vraiment très fondamentale. Il y a même une commission qui a été nommée pour étudier



ces problèmes-là (j'ai été membre de cette commission) et je tiens donc beaucoup à essayer de faire comprendre ce qui s'est passé.

La loi sur le port du voile en France

Il y a des gens qui ont été favorables à l'expression de la différence culturelle, d'autres qui étaient défavorables ; le problème c'est que (et même le Président de la République dans sa lettre l'avait exprimé très clairement) : « votre boulot, c'est de combiner deux exigences, la première c'est le respect de l'expression des diversités culturelles ; la deuxième, c'est le maintien de l'idée du thème de la citoyenneté au-dessus des communautés ; vous avez à combiner les deux ». Ça c'est la formule correcte, c'est-à-dire : nous ne serons certainement pas tous d'accord, mais un bon nombre de gens, peut-être même une majorité, étaient d'accord pour dire que le laïcisme (qui s'explique par les bagarres pendant 200 ou 500 ans entre l'Église catholique et l'État français comme entre bien des Églises et bien des États), « y'en a marre ! ». D'ailleurs les catholiques sont devenus des gens très discrets et très laïques pour l'essentiel. On peut donc faire cela pour les autres aussi. Et donc « relax, laissons faire ». Je parle ici d'une tendance relativement importante acceptée un peu partout.

Et puis de l'autre côté, nous sommes dans un certain climat international, on parle de communautarisme ; il y a des attentats dans différents pays et donc des gens ont dit : « il faut aussi rappeler notre volonté de ne pas laisser porter atteinte à la citoyenneté ». Le problème était alors de savoir à quoi il faut donner la priorité. Là vous pouvez être d'un côté ou de l'autre, tout est permis. Moi j'ai pensé, comme tout le monde, que dans cette circonstance, que ce qui était prioritaire et que ce que les gens, les électeurs, les citoyens allaient con-

sidérer comme prioritaire, c'était d'affirmer **les droits de l'universalité citoyenne contre les particularismes communautaires**.

C'est pourquoi la loi est passée comme elle est passée et j'observe que 80% des Français l'ont approuvée, que les deux grands partis – majorité et opposition – l'ont approuvée, qu'aucune organisation musulmane ne l'a condamnée, et que le nombre d'incidents lors des rentrées scolaires suivantes a été minime.

Cela n'empêche pas que vous avez absolument le droit de dire « Je pense qu'il fallait donner la priorité à l'expression de la diversité culturelle » ; c'est votre droit, mais je dirais que le vrai problème n'était pas là, il était : « où était la priorité ? » et je crois qu'en fait il n'y avait pas le choix. Personnellement, je considère comme normal, en particulier avec tout ce qui se passe dans le monde, qu'un pays européen comme la France ait dit « Je considère que l'universalisme des droits politiques est prioritaire ».

L'AFFAIRE DES BANLIEUES

D'une manière que je ne peux pas évaluer peut-être, un certain nombre de gens s'expriment (philosophes connus à la Finkielkraut, des philosophes non connus ou des tas de gens non connus) et disent « *c'est une menace ethno-religieuse !* » ; avec des mots extrêmement forts : « *tout ça c'est des Noirs et des Arabes* », « *on est colonisé* », « *l'équipe de France de football, avant c'était blanc-black-beur, maintenant, c'est black-black-black* », etc. Alors là, peut-être, en me posant moins de questions, je dirais que, je donne absolument la priorité à la défense, non pas à des identités, mais des situations que nous connaissons bien : dans l'affaire des banlieues, il n'y a ni revendication économique, ni revendication religieuse, il y a **des revendications**



sociales et culturelles que nous pourrions résumer par un mot simple qui est le mot « **discrimination** ».

Cependant, ce mot « discrimination » n'est pas suffisant, il ne représente que la moitié de la réalité. L'autre moitié je vais l'énoncer en reprenant une phrase qui m'avait beaucoup impressionné, phrase énoncée par un garçon il y a déjà quelque temps dans le cadre d'une étude ayant comme base de travail un club de jeunes. A la question « *Quelles sont les catégories pour lesquelles vous avez eu le plus de haine ?* » posée par des enquêteurs, la première réponse n'est pas intéressante parce qu'elle est évidente : c'est la police (*Comment en serait-il autrement ?*). La deuxième réponse était : les enseignants et les travailleurs sociaux, donc des gens qui leur veulent du bien, qui ne vous font pas de mal... *Pourquoi ?* Et un garçon a eu une réponse sociologiquement formidable, il a dit : « *Je les hais parce qu'ils veulent nous intégrer dans une société désintégrée* » ; et ça, c'est pas con.

Vous savez très bien que dans le cas français (mais c'est la même chose dans le cas belge), le problème n'est pas un problème d'intégration d'immigrants : ils sont tous citoyens français, ils ne parlent que le français, ils ont été à l'école en France, etc. ; c'est la deuxième, la troisième génération. Et c'est cela qu'il faut bien comprendre (je ne sais pas ce qu'on peut dire chez vous, mais) : en France, nous vivons un phénomène de **désintégration**, c'est-à-dire que des gens qui entraient repartent en arrière et sont en même temps rejetés. Les gens matériellement intégrés en ce qui concerne la sexualité, la langue, etc, sont rejetés : on assiste à une montée du racisme, à des discriminations de tous ordres y compris dans les propos du Ministre de l'Intérieur français.

Et je pense d'ailleurs au mouvement « *ni pu-tes ni soumises* » qui a réalisé un livre dont la

première partie est absolument remarquable. Il a mis en valeur quelque chose que nous savons, parce qu'il y a des tas d'études là-dessus, à savoir, le recul qui s'est produit pendant 10 ans dans les banlieues où la situation des femmes musulmanes s'est aggravée considérablement. Il y a encore quelques mois, ces femmes disaient : « il y a 10 ans j'étais beaucoup mieux à Paris qu'à Alger, aujourd'hui je suis mieux à Alger que dans la banlieue parisienne ». Non pas en référence aux flics mais au sens de la communauté, de la famille, du groupe, etc.

Autrement dit, il y a un repli : une fille pouvait se promener avec une jupe en tenant la main d'un garçon, elle ne le peut plus, c'est impossible. Par conséquent il y a une fermeture des deux côtés : de la majorité et de la minorité. Donc, la désintégration / discrimination constitue un phénomène majeur, ce sont les deux faces de la même monnaie. En tant que défenseur de la diversité culturelle, après maintes réflexions et au risque d'être attaqué j'ai dit : « il faut affirmer la priorité de la défense de la citoyenneté donc de l'universel ». De la même manière et alors là sans hésitation et beaucoup plus rapidement je dis : dans le cas des banlieues, les réactions de rejet (en termes républicains) de ces minorités est insupportable, inacceptable et l'esprit républicain devient ici le pire des communautarismes.

Par conséquent, et cela fait partie de votre boulot et aussi de celui de beaucoup de gens dans beaucoup de pays, il faut qu'il y ait des mécanismes de réintégration, mais « réintégration » ne veut pas dire retrouver sa place dans un ensemble, cela signifie **vivre dans un ensemble qui vous reconnaît votre place à la fois comme tout le monde et comme des gens dans des situations ayant des appartenances ou des convictions ou des pratiques particulières.**



LA COMMUNICABILITÉ

Après avoir fait une plongée dans la réalité historique immédiate, j'en viens rapidement à des préoccupations un peu plus générales et plus théoriques. La première, **c'est comment, non pas au niveau de l'expérience vécue, mais au niveau des grandes réalités historiques, est-ce que je peux combiner** (c'est une de nos grandes obsessions) **l'idée qu'il doit y avoir de l'universel et le fait qu'il existe beaucoup de particularités ?** Alors naturellement, nous sommes d'accord sur le fait que, lorsque les pays occidentaux, et en particulier les colonisateurs, disent « l'universel c'est moi, le particulier c'est vous », en d'autres termes : « vous pouvez accéder à l'universel en prenant **ma** citoyenneté », ça c'est la réponse française typique : là, vous devenez un être supérieur. Mais quand même, si nous vivons dans un monde multiculturel, par exemple avec plusieurs langues, si vous vous parlez swahili et que moi je parle le portugais, comment va-t-on se comprendre ? La réponse on la connaît très bien : à coup de fusil ou de kalachnikov... Par conséquent si vous faites du multiculturalisme absolu, il n'y a pas de communication possible. C'est le grand raisonnement « à la Habermas » : il faut trouver l'universel, lequel est dans les conditions de la communicabilité, dans ce qui se dégage dans la communicabilité.

LA MODERNITÉ

Ce problème étant posé, je crois qu'on est forcé de distinguer deux choses complémentaires : à mes yeux, (vous pouvez changer mon vocabulaire ça n'a aucune importance), il y a **une modernité, une** définition de la modernité que je réduis à l'essentiel : ce qui, pour moi, est la modernité, ce sont « les Lumières ». Le principe des lumières du XVIIIème siècle

comporte deux dimensions : c'est **croire à la raison et croire aux droits personnels universels**. Si vous admettez ces deux choses-là nous appartenons au même monde ; si vous refusez une de ces deux colonnes, vous pouvez être des gens parfaitement estimables ou pas, mais nous n'appartenons pas au même monde.

Une fois que vous avez dit cela, vous devez poser la question des « modes de modernisation » : il y en a tant que vous voulez et on ne fait pas, pour prendre un langage simple, du neuf seulement avec du neuf, on fait toujours partout du neuf avec du vieux. Même les Américains, pays neuf, en ont fait du « vieux », y compris dans les traditions nationales, dans les traditions religieuses, etc.

Pluralité des modes de modernisation

En Europe occidentale, nous n'avons pas le monopole de la modernité, nous ne sommes pas des gens entièrement modernes, nous avons notre voie de modernisation, nos voies de modernisation, car nous n'avons absolument pas eu tous la même voie de modernisation. Le modèle qu'on peut appeler *bourgeois*, le modèle hollandais, anglais est un modèle ô combien fort, le modèle du développement par un État national républicain à la française est un modèle tout à fait autre. Le modèle du développement par l'État défini culturellement comme Volk à l'allemande est un tout autre modèle et je peux évidemment vous parler du modèle brésilien, turc, etc. Multiplicité des modèles de modernisation, il n'y a pas pour parler comme Taylors de « one best way », ce n'était pas vrai pour le travail, ce n'est pas vrai pour le développement, mais à condition que ce soient des voies plurielles de modernisation qui se placent dans le cadre ou dans l'objectif de créer de la modernité et il n'y a pas plusieurs modernités.



Donc : **unité des principes fondamentaux**, c'est-à-dire la raison et le droit universel personnel, **mais multiplicité** pour l'essentiel des choses. Pour la plus grande partie des caractéristiques de nos sociétés, il y a (non pas que ce soit mal) d'autres critères à appliquer qui sont généralement des critères historiques et contre lesquels nous n'avons pas à nous battre.

L'élimination du « sujet » dans la modernité

La deuxième chose que je voulais dire, celle à laquelle je tiens évidemment le plus, même si je me suis efforcé de ne pas prononcer trop souvent ce mot, a rapport au mot de « sujet ». *Pourquoi est-ce la chose qui me tient le plus à cœur ?* Parce que je suis un petit intello français et que j'ai vécu dans un monde et en particulier dans un pays dont la « grande affaire » pour les intellectuels a été la « chasse au sujet ». La chasse était ouverte toute l'année, on mettait à mort tout ce qui était sujet, acteur. Pour peut-être reprendre une phrase célèbre de Michel Foucault, (l'esprit le plus distingué de cette période) sur l'idée que l'homme est une trace dans le sable, qu'un coup de vent surgisse et ça disparaît.

Ainsi, au nom du structuralisme, des lois de l'histoire, au nom même de l'inconscient, on a considéré que la modernité intellectuelle, c'était l'élimination du sujet. J'ai essayé de vous dire les raisons pour lesquelles il faut aller dans le sens absolument inverse. Je termine en faisant référence à une situation relative à ma dernière étude (le livre paraîtra début de mars) où nous avons fait des interviews, des groupes de discussions de femmes (musulmanes, mais pas seulement). *Et qu'est-ce qui m'a frappé ?*

Les femmes et la construction de soi à travers la sexualité

Alors que, pour des raisons parfaitement justifiées, la littérature actuellement traite par-

tout de « la femme-victime » (la femme victime de la violence, la femme victime de l'inégalité, etc.), et qu'au niveau plus intellectuel, plus philosophique, des analyses formidables d'intelligence et d'importance sont réalisées sur la nécessité de casser ces catégories d'homme et de femme, etc., j'étais un peu mal à l'aise, alors j'ai décidé de laisser les livres de côté et puis, non pas de parler sur les femmes, mais d'écouter parler des femmes.

Et ce que j'ai entendu a été complètement différent. Lorsqu'on écoute parler les femmes, il n'y en a pas une qui a dit « *je suis une victime* » (même si elles étaient souvent des victimes). Ces femmes ont, sur des semaines, au fond, prononcé une phrase ; je la coupe en trois pour vous la présenter.

Premièrement (et cette formule on ne peut plus simple me semble personnellement bouleversante) ; elles ont toutes dit « *Je suis une femme* ». C'est-à-dire une définition de moi-même qui me constitue comme femme. Deuxièmement, ce que vous pouvez considérer comme un commentaire, elles disent : « *mon but principal, le but de ma vie, c'est de me créer, de me construire comme femme* ». Et la troisième partie de la phrase qui est plus surprenante et qui peut être plus discutée c'est : « *et je pense que cette création de moi comme femme sera réussie ou non réussie avant tout dans le champ de la sexualité* ».

Bien sûr, il n'y en a pas qui ne se préoccupait pas du travail, ce sont toutes des femmes de tous âge, qui travaillent, mais elles ont dit, et je crois que c'est une réalité majeure, que **le passage du social au culturel est de l'ordre de la sexualité**. Vous pensez bien que sexualité ne veut pas simplement dire « tirer un coup », cela signifie vraiment « me constituer ». La sexualité est un rapport au corps, un rapport à l'autre, mais fondamentalement



un rapport à soi-même. C'est de l'ordre de la construction : on se construit comme sujet, comme sujet femme, comme femme sujet à travers la sexualité.

Finalement quand je regarde le sens des transformations dans la condition féminine, ce qui me frappe, c'est que les femmes pendant des milliers d'années ont été des êtres humains (humains je ne suis pas sûr, parce qu'elles étaient définies par la non subjectivité), les femmes, ce sont « des gens à qui il arrive quelque chose », elles ont un corps, elles ont une fonction sociale de reproduction, d'élevage des enfants, etc. La « grande affaire » qui crève les yeux, c'est que les femmes ont acquis une subjectivité, ce qui veut dire, et qui peut surprendre parfois, que leur discours est très tourné vers elles-mêmes ou vers les rapports entre femmes. Elles parlent peu des hommes par exemple, ce qui n'est pas toujours agréable, mais c'est comme ça.

Je terminerai sur cet exemple extrême encore plus vrai avec les femmes ou les filles, peu importe l'âge ou qu'elles soient ou non musulmanes. Naturellement beaucoup de gens pensaient que j'allais trouver « le » contre-modèle : « la femme musulmane ». Pas du tout, elles étaient tout à fait déchirées, entièrement ambivalentes et à l'égard du monde musulman et à l'égard du monde français. Mais ce qui était extraordinaire c'est que ces femmes (je parle ici de l'aspect réunion), ont dit : « *c'est la première fois de ma vie que je dis je' devant d'autres personnes qui disent je'* ».

« Nous sommes entrées, pour le meilleur et pour le pire, et avec des tas d'injustices et dans des tas de préjugés contre nous... et nous sommes malheureuses et nous sommes heureuses... » et enfin ça pleurait et ça riait à la fois mais dans un climat absolument pathétique, et si le sujet apparaît dans le monde musulman,

j'espère que vous y êtes pour quelque chose (ou en tout cas vous devriez, mais je pense que vous l'êtes).

Ce qui ne veut absolument pas dire « cessez d'être musulman », ce n'est pas votre affaire, mais il s'agit de faire émerger le cœur de la modernité, c'est-à-dire **l'individualisme au sens créateur et non au sens consommateur** dans cette population. C'est pour ça que je termine avec ces femmes musulmanes pour dire que « la grande affaire » aujourd'hui, qui n'abolit pas le problème des droits politiques des citoyens, des droits sociaux des travailleurs (d'autant que ça va plutôt vers l'arrière que vers l'avant dans la période actuelle), c'est fondamentalement **d'être reconnu comme un sujet**, ce qui suppose, pour prendre de très beaux mots de Charles Taylor, « la reconnaissance de l'autre comme sujet », c'est-à-dire de considérer que mon existence et ma reconnaissance comme sujet sont le fondement de la légitimité de mon action comme être libre, comme citoyen, comme travailleur et dans tous les aspects de ma vie culturelle.

Cette entrée dans un monde défini en termes culturels, ce débat sur les droits culturels, je ne pense pas vous surprendre là-dessus, c'est quand même ça le cœur des choses du monde d'aujourd'hui (et ce n'est pas par chauvinisme professionnel que je dis ça parce que je n'en ai pas), on n'en est pas toujours persuadé, mais il faut s'en persuader. Je suppose que vous en êtes persuadés, sans ça vous seriez devant la télévision ou dans votre bureau à attendre que ça passe.

Je dirais simplement ceci, loin de moi tout *pathos* mais il est aussi fondamental de réfléchir, de s'organiser et d'intervenir dans ces domaines-là qu'il l'était de réfléchir, d'intervenir et de s'organiser dans le domaine du travail pour éviter que la violence, la mala-



die, la décomposition, les classes « dangereuses » comme on disait au XIX^{ème} siècle l'emportent. Et dans ce que nous venons de vivre à Paris, nous voyons très bien que si les mécanismes à la fois de discrimination et de désintégration l'emportent nous aurons des

conduites de crise, d'anomie, de mafia, de trafic de drogue, de criminalité, de violence. Tout cela est toujours présent et ne s'arrête pas à coups de cars de flics ; tout ça peut être surmonté par une réflexion et une intervention sur les droits culturels.

■ QUESTIONS À ALAIN TOURAINE

1^{ER} INTERVENANT DU CENTRE CULTUREL DU BRABANT WALLON

Nous organisons depuis deux ans une réflexion sur le thème de **l'insécurité sociale** à partir du livre de Robert Castel portant ce nom. A ce propos, nous organisons au mois de mai un colloque sur le thème de la « *flexi-sécurité* », concept danois que l'on m'a décrit comme étant à la fois équitable et efficace pour intégrer l'homme dans ses projets sociaux, économiques et de travail en lui donnant un droit absolu à travailler en équilibrant cette notion de droits avec des questions de devoirs (modèle anglais où il n'y a pas de droit sans un équivalent avec des devoirs). Je constate que dans les milieux latins il y a vraiment une très grande réticence par rapport à ce modèle danois. Certains me disent que c'est parce que ce modèle n'est peut-être pas culturellement transposable chez nous parce que les traditions sociologiques ne sont pas les mêmes, l'encadrement, le passé, etc. Alors j'aimerais avoir votre avis à ce propos puisque aujourd'hui nous essayons de construire l'Europe en essayant d'adopter, dit-on, les meilleures pratiques européennes. Sommes-nous là devant des modèles culturels tout à fait incompatibles ou une citoyenneté qui, dans les

pays latins, ne se fera pas de la même façon ? Ou bien au contraire ce modèle, d'après vous, peut-il être analysé et transposé aussi dans les autres pays ?

RÉPONSE D'ALAIN TOURAINE

Dans un petit journal qu'on appelait « Le Mercure », journal officiel pendant la révolution française, dans le numéro de juillet-août 1789, il y a les débats sur la « commission préparatoire » à la Déclaration des droits de l'homme. Comme vous le savez probablement, il y a eu un très long débat autour de la question : *faut-il faire une déclaration des devoirs en même temps qu'une déclaration des droits ?*

Des gens comme La Fayette étaient pour, d'autres comme Mirabeau étaient contre. Et finalement il a été décidé de ne pas faire de déclaration des devoirs et si j'avais été membre de la commission j'aurais eu cette opinion-là. *Pourquoi ?*

Et ceci permet en partie d'expliquer les différences entre les pays : tant que nous sommes dans des sociétés qui ont peu d'actions auto-transformatrices, nous projetons notre dignité de sujet vers l'extérieur et nous nous respectons nous-mêmes en ayant des devoirs à l'égard de



Dieu, de la nation, de la classe ouvrière, etc. Toute l'évolution c'est l'intériorisation de cela et c'est pourquoi les devoirs se transforment en droits, mais c'est la même chose.

Autrement dit aujourd'hui, parler de « devoirs » me semble ne parler que d'une partie des droits. Car, si le langage des devoirs est dangereux, c'est dans la mesure où il parle du contraire des droits. Tandis qu'il y a des devoirs sur lesquels nous sommes bien d'accord comme par exemple le devoir de respecter chez les autres ce que je demande à ce qu'on respecte chez moi (mais cela Kant l'avait déjà écrit). Alors en effet, et là il faut respecter les différences culturelles, dans de nombreux pays, surtout des pays protestants, il n'y a pas de séparation totale, il y a laïcité (la constitution américaine est la première constitution laïque du monde moderne), mais où il y a en même temps un mélange de morale chrétienne ou autres (puisque quand monsieur Bush parle de 'God', ce n'est certainement pas le Dieu chrétien, c'est encore moins Jésus Christ, ce n'est pas Allah ; évidemment la seule réponse c'est que c'est l'Amérique !). Vous m'excuserez pour une seconde de ne pas parler sérieusement, mais je suis un vieux français laïc et je trouve que la laïcité à la française, cela a beaucoup d'inconvénients, mais que la morale chrétienne en politique c'est pire ! Il n'est jamais bon que la politique quelle qu'elle soit, justifiée ou non justifiée, d'un État ou d'un autre s'appuie sur des jugements moraux.

Alors j'ai des sentiments de grand respect pour Monsieur Rasmussen (et je pense que si tout le monde se comportait comme lui les choses iraient beaucoup mieux) ; il faut que ces différences soient réduites à ce qu'elles sont : il n'y a pas d'opposition entre un modèle scandinave et un modèle latin. Il y a des

gens qui réussissent bien et des gens qui ne réussissent pas bien socialement parlant, mais les idées sont vraiment les mêmes. Il est essentiel, et cela est ma vraie réponse, de bien séparer ce qui est le coeur intangible des choses et là-dessus il n'y a aucune différence. Et tout ce que je dirais c'est qu'une séparation complète du privé et du public, de la religion et de la politique n'a aucun sens, n'a jamais eu aucun sens et en particulier n'a jamais été écrite par la loi française sur la laïcité, qui commence au contraire avec le thème de la protection des cultes. C'était dans un climat très anticlérical et antireligieux, mais la loi telle qu'elle a été faite par Aristide Briand et Jean Jaurès n'est pas une loi antireligieuse. Et nous savons bien que toute religion doit avoir un droit à s'exprimer publiquement. Il faut s'opposer au laïcisme total à la française comme il faut s'opposer au communautarisme, mais à l'intérieur de cela, il y a toutes les nuances que vous voudrez. S'il y a quelque chose qui m'apparaît intangible depuis probablement l'Évangile, en tout cas depuis le XIII^e siècle, c'est **la nécessité d'une séparation fondamentale du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel**. Cela a commencé avec Frédéric en Allemagne contre le pape et les Italiens se sont séparés entre Gibelins et Guelfes. Nous en France, nous étions beaucoup plus lents ; on n'a fait ça qu'à la fin du XIII^e siècle entre Philippe Le Bel et le pape pour culminer avec le sacre de Napoléon.

Donc, dans le monde où nous vivons, je trouve qu'il ne faut surtout pas nous laisser pervertir par la mobilisation de croyances religieuses ou de principes moraux ou politico-moraux tout à fait respectables cela étant, pour mener des opérations politiques sur lesquelles on porte le jugement qu'on voudra, mais qui ne peuvent pas se résumer en termes de « faire pénétrer les bons aux dépens des mauvais dans



toutes les parties du monde ». Donc, je dirais qu'entre le monde scandinave, le monde hollando-anglais, etc., il y a des différences qu'il faut savoir respecter.

Les scandinaves sont d'ailleurs les seuls qui ont réussi à résoudre un certain nombre de problèmes ne serait-ce que le problème de la justice (l'égalité à l'égard des femmes notamment), à coup d'un volontarisme extrême (et ils ont eu bien raison). Les éléments positifs sont certainement plus forts que dans les modèles latins je dirais et en particulier français, italiens ou espagnols.

Je ne me bats pas sur les mots, mais je ne crois pas qu'on puisse fixer l'ordre des droits et l'ordre des devoirs comme étant complémentaires et séparés, dans le monde où nous vivons. Nous avons tous des devoirs, mais ce sont des devoirs qui sont la condition de nos droits.

Dans un domaine qui n'est pas exactement le mien, j'ajouterai qu'il y a un concept que l'on aime beaucoup en sociologie (et qui est finalement quelque chose de très positif), à savoir le concept de l'estime de soi. Ce dernier se définit comme suit : j'ai une image positive de moi-même dans la mesure où les gens dont je me sens proche, les gens de ma communauté (au sens de voisinage), ont une image positive de moi. Donc, je dois pour avoir une estime positive de moi, inspirer une estime positive de moi aux autres. Cela semble un peu compliqué grammaticalement, mais c'est facile à comprendre : cela signifie que j'ai des devoirs à l'égard des autres comme j'ai des devoirs à l'égard de moi.

Et pour reprendre les exemples qui m'intéressaient plus directement, une analyse que je partage tout à fait est que dans les rapports amoureux, les « devoirs » (si je puis dire) à l'égard de l'autre, c'est-à-dire **le fait de re-**

connaître l'autre, d'établir une relation avec l'autre, de respecter l'autre, etc., **n'a d'importance** (et Dieu sait si elle est grande !), **que parce que c'est la condition même d'un rapport de moi à moi.**

2^{ÈME} INTERVENANT

Bonjour, je travaille pour le service de la culture de la Ville de Bruxelles et ma question s'adresse justement à la ville dont vous avez un peu parlé au début de votre exposé. Vous avez dit que la ville se décomposait face à la globalisation et je voudrais que vous approfondissiez un peu cela parce que je n'ai pas très bien compris ce que vous vouliez dire. Cela me semble lié au problème des banlieues. Pourquoi ? Parce qu'on a là des gens qui sont dans une partie de la ville et qui y restent, des gens pas, qu'on ne reconnaît pas, et à qui on ne dit pas vous pouvez aller dans l'ensemble de la ville. J'ai l'impression que c'est lié à ça. Est-ce que vous pourriez en dire quelques mots ? Et peut-être aussi si je peux puisqu'il est là, demander à Philippe Mahoux quel est son avis sur la question puisqu'on a un homme politique je trouve que ce serait intéressant d'avoir son avis.

RÉPONSE D'ALAIN TOURAINE

Sur la ville, je crois qu'il y a deux choses complémentaires à dire. Le livre le plus connu s'appelle « *Global cities* », de Saskia Sassen. Elle prend l'autre côté des choses : un aspect global de la disparition des sociétés tient au fait que celles-ci étaient des pyramides (ce ne sont plus du tout des pyramides, disons, une sorte de ballon de rugby) : il y a le petit haut d'un côté, formé de « golden boys », des gens qui vivent au niveau global. Il m'est arrivé, cela a dû arriver à beaucoup d'entre vous, de



me promener dans des quartiers, je pense à Mexico où des gens sont enfermés. Il y a des gardes, des prisons, une école en langue anglaise, on vit sur internet, autrement dit *ce petit Mexicain vit avec ses petits copains de Londres*, pour reprendre l'expression de Sassen de la ville globale (elle en trouve trois : New York, Londres et Tokyo). Il y a alors des gens qui sont « hors ville » et « hors société » par en haut, comme d'ailleurs aujourd'hui il y a des gens de plus en plus nombreux qui vivent sur internet et qui *chattent* d'une ville à une autre ; internet c'est quand même un phénomène majeur.

Je n'ai pas eu le temps de développer la seconde raison mais pour le dire d'une formule très simple « nous vivions dans des territoires, nous vivons maintenant dans des flous ». Le territoire était local, il était urbain, national, familial. Tout cela disparaît et « la grande affaire », c'est évidemment internet, phénomène beaucoup plus important que la télévision par exemple. Donc, par en haut, « ça fiche le camp ».

Dans un pays comme les États-Unis cela ne se passe pas comme ça dans la mesure où comme vous le savez c'est le centre qui est « pourri », tandis qu'en France c'est la périphérie (le mot banlieue est un mot français) et c'est donc le problème de la réhabilitation des centres, ce dont nous avons ici ou là en Europe (dans nos vieilles traditions européennes) des petites expressions comme les quartiers autour des gares. Par contre, une ville qui a fondamentalement la séparation et ville et banlieue c'est Paris (je me rappelle un comique autrefois à la télévision disant : passé la Porte d'Italie tout change et à ce moment-là, l'Afrique elle est là, elle commence là). Un autre exemple français où cette différence n'existe pas, et cela explique beaucoup de choses, c'est Marseille. Marseille est une seule ville avec des arrondisse-

ments, mais une seule ville. Les gens reviennent d'ailleurs, de l'intérieur, d'Aubagne et vous pouvez noter que, dans les mois récents, il y a eu d'une manière générale énormément d'incidents à Paris, un certain nombre autour de Lyon, mais pas à Marseille.

Les problèmes de communication avec la ville (j'avais vécu cela quand nous travaillions aux Minguettes et tout autour de Lyon) sont des problèmes absolument majeurs, les gens sont en effet enfermés. J'ajoute juste une petite chose sur laquelle un prêtre tout à fait remarquable qui avait organisé la marche des beurs il y a vingt ans avait attiré mon attention : il disait, et cela s'est révélé juste, que des villes hors la métropole, comme par exemple Saint Denis, sont des villes, alors que des zones urbaines comme Bobigny, Grigny, ce ne sont pas des villes. Si vous dites à Aubervilliers qu'ils sont de la banlieue vous vous ferez mal recevoir, ils sont de Aubert et Aubert a une équipe de basket-ball qui est une des meilleures. Alors à Saint Denis, les modèles d'identification ce n'est pas cela qui manque ; par contre, à Bobigny, comme dans beaucoup d'endroits, il n'y en a aucun.

Donc, du point de vue des politiques urbaines, il faut indiscutablement qu'il y ait des foyers d'intégration symbolique, mais aussi des moyens d'intégration matériels à l'ensemble, c'est-à-dire des voies, des facilités de communication, parce que dans une ville il y a des lieux « chauds », des lieux d'activités et il faut pouvoir y aller.

Alors ce que vous dites est tout à fait exact, les signes, les symptômes les plus graves c'est la non communication, l'enfermement, tout à fait habituel autrefois (les gens de la banlieue parisienne en 1900 ne venaient jamais à Paris parce que c'était une « énorme affaire »). Simplement j'insiste sur la complémentarité



des deux modes d'éclatement par en haut et par en bas.

PHILIPPE MAHOUX

Je répondrai de manière très courte, car ce qui vient d'être dit c'est ce que je pense réellement. Il peut y avoir un double problème et un paradoxe, entre d'une part une conception très diluée de la ville, c'est-à-dire non structurée ; c'est un peu ce qui se passe dans les villes et les grandes mégapoles du Sud (Alain Touraine évoquait Mexico, on peut aussi évoquer Kinshasa et toute une série de villes d'Afrique, voire d'Amérique Latine) : il y a une forme de dilution et donc il y a une forme d'agglomérats successifs sans qu'il n'y ait une structuration et puis d'autre part, des endroits où la structuration est vraiment extrêmement importante, tellement importante qu'on ne peut plus communiquer à l'intérieur de ces structures.

Alors quand ce sont des structures « par le haut », ce sont des gens qui se sont *hyper structurés* qui généralement se structurent aussi à travers les océans car ils reproduisent de manière générale les modèles situés un peu partout dans le monde ; c'est une forme de structuration. Puis, il y a des structurations extrêmement dangereuses qui sont des structurations communautaristes ; on l'évoquait tout à l'heure et cela c'est aussi un danger de la ville.

Et donc, je crois véritablement que le problème, c'est l'intégration, mais dans un sens ouvert. Cela demande évidemment, me semble-t-il, un travail extrêmement important qui n'est pas toujours maîtrisé et pour des raisons aussi qui sont de nature économique. Je pense que les exodes vers les villes qu'on peut voir dans les pays du Sud sont des exo-

des liés à l'incapacité de vivre dans les campagnes. Ce qui évidemment peut paraître étonnant dans nos pays où généralement, on va chercher dans les campagnes la quiétude qu'on ne trouve plus en ville... Et donc il y a ces paradoxes différents du Nord et du Sud.

Si j'ai la parole, je voudrais quand même poser une question à Alain Touraine et profiter qu'il est là pour lui poser une question éminemment politique, c'est-à-dire qui relève du rapport de force qui s'établit dans une société à partir du moment où l'on adhère à ce qu'il vient de dire. Je pense que le problème de rapport de force ne devrait pas se poser... Si tout le monde était d'accord avec ce type de conception et tout le monde ne l'est pas et bien évidemment (quand on parle de Michelle Bachelet au Chili on sait quand même qu'en 73 ou après 73, c'était Pinochet et donc que le rapport de force en politique existe).

Je donnerai deux exemples : un qui a trait à la problématique des religions. J'ai bien entendu ce que vous disiez sur la liberté de culte, y compris le fait de pouvoir la favoriser à condition que la liberté d'adhérer ou d'abjurer soit évidemment intégrée dans cette liberté de culte, mais il y a la notion de temps qui joue. En d'autres termes, *à quel moment faut-il ou peut-on favoriser cette liberté de culte ou ce renforcement des cultes, au risque de renforcer la non existence précisément du second principe que vous avanciez, à savoir la possibilité d'abjurer ?*

Une seconde remarque qui a trait aux relations de travail : cela peut paraître paradoxal, mais quand on évoque le droit de grève, on évoque de manière tout aussi première le droit au travail, donc on évoque la problématique des piquets de grève. Le droit de grève est une réalité, s'il est reconnu de manière générale et qu'il n'est pas contesté, cela signifie effective-



ment que le droit individuel de la faire ou de ne pas la faire est quelque chose qui n'est pas non plus contesté. On sait évidemment que les choses ne se passent pas exactement de cette manière-là, dans la mesure où là aussi, il y a une forme de rapport de force qui joue et que le combat qu'on peut mener, ou qu'on souhaiterait mener de manière absolument parallèle, s'avère souvent impossible dans la mesure où il faut à un certain moment privilégier un combat par rapport à l'autre, même si on n'oublie jamais évidemment l'autre volet de ce combat.

Vous distinguez la position que vous pouviez avoir par rapport au voile de celle que vous avez par rapport à la problématique des banlieues, sachant que les deux principes que vous avancez (et avec quel bonheur on y adhère !) à savoir ces principes de la raison et du droit sont mis en avant. Voilà la question qui est peut-être une question de nature assez politique, peut-être un peu plus contingente que ce que permet parfois le débat où la communication des idées peut se faire sans réserve.

ALAIN TOURAINE

Ce sont des problèmes énormes, si on s'en tient pour l'instant aux problèmes du travail, mais qui ne me semblent pas grosso modo vous placer dans des situations impossibles. Cela peut vous placer dans des situations discutables ; mais prenons les problèmes du travail : il y a des rapports de pouvoir, ils existent ; il existe une possibilité d'embaucher ou de ne pas embaucher, de licencier ou de ne pas licencier. Donc, on est dans des rapports qui ne sont pas entièrement, loin de là, maîtrisés et, ne l'oublions pas, nous sommes dans une période où le droit du travail a quand même reculé considérablement dans la plupart des pays, comme on le voit avec la transformation

des entreprises qui est quelque chose d'absolument fondamental.

Dans une telle situation, les pressions existent, je n'y vois rien à redire, à moins de me placer dans l'utopie pure ; je veux dire par là que je sais qu'elles existent et que ça me plaise ou non, j'admets que du côté syndical on emploie des moyens de pression.

Ce qui me gênait bien davantage (et qui maintenant s'est plus ou moins réglé), c'était la manière de prendre des décisions : le vote à main levée m'apparaît grave, parce que c'est vraiment l'appel à l'unité, la pression du groupe, de la classe, etc. Et là nous sommes dans ce qui me fait le plus peur. La démocratie syndicale réelle (un vieux thème) a été toujours minoritaire et elle a fait progressivement son entrée, surtout dans les pays où c'est le politique qui a commandé le syndical. Mais là je dirais : le thème des conversions m'apparaît d'une extrême gravité et le thème du vote secret, du vote démocratique m'apparaît exactement de la même gravité.

En revanche par rapport au problème terrible de la représentation unique par un syndicat, Je peux vous dire « *je ne suis pas pour* », mais *comment voulez vous que je condamne ça alors que la plupart des conquêtes ouvrières s'est faite comme ça ?* Donc il suffit de donner une réponse un peu naïve, qui est : ce qu'il faut voir c'est le résultat. *Le bilan est-il une augmentation des droits des travailleurs individuellement et collectivement ou non ?* C'est cela qui me préoccupe.

En ce qui concerne les problèmes actuels des religions, nous savons bien qu'il n'y a pas de problème majeur avec des religions en Europe ; j'entends dire qu'il y a six millions de musulmans en France, je n'ai jamais entendu dire qu'il y a soixante millions de chrétiens en



France et je trouve qu'on se laisse aller à définir les gens par leur religion d'une manière qui me semble très nouvelle. Autrefois les gens étaient algériens, marocains ou arabes, palestiniens ; c'est un vieux problème très complexe.

Ce qui est grave, c'est quand vous recomposez autour d'un appareil religieux l'ensemble des formes d'organisation. Dans le vocabulaire européen, on distinguait le christianisme qui est une religion et la chrétienté qui est une société dominée par le christianisme et on peut dire que nous nous sommes pour l'essentiel débarrassés, sauf dans quelques endroits, de la chrétienté.

Il n'y a pas de difficulté avec l'islam en tant que telle, je dis en tant que telle, c'est là que les problèmes commencent... La difficulté : c'est que, dans le christianisme, « c'est Dieu qui nous parle », donc ça se discute avec Lui, avec Jésus Christ. Tandis que de l'autre côté, ce que Dieu a dit ne se discute pas, c'est la Parole. La raison du grand enthousiasme que j'ai pour l'entrée de la Turquie en Europe, c'est que, tant bien que mal c'est un pays qui aujourd'hui combine une laïcité pure et dure (« à la française ») avec une islamisation très forte du pays, c'est loin d'être parfait (et aussi pour d'autres raisons), mais c'est un exemple formidable d'un pays qui arrive à être à la fois islamique et laïc. Aujourd'hui cet exemple me semble suffisamment important et on peut en retrouver d'autres, pour montrer qu'il faut considérer comme intangible la nécessité de cette séparation que nous avons installée à partir du XIII^{ème} siècle dans notre Occident chrétien. Donc il faut non pas faire la distinction privé-public, mais faire une distinction claire entre ce qui relève du traitement public et de l'ouverture publique dans une démocratie, des croyances, je dirais même des Églises (encore que dans le cas de l'islam il n'y

a pas d'Église au sens strict enfin sauf chez les chiites) et d'autre part ce thème du commandement de la vie sociale, psychologique, éducative qui est une chose inadmissible. Je n'ai pas le moindre désir qu'il y ait un réseau d'écoles coraniques recevant le droit de donner des diplômes secondaires ou universitaires en France.

INTERVENTION DU COORDINATEUR DE PRÉSENCE ET ACTIONS CULTURELLES

Je voudrais revenir sur la question de la formation du sujet, mais sous deux angles. Tout d'abord : comment se forme le sujet ? Est-ce qu'il se forme uniquement suite à des contingences extérieures et à ce moment-là, est-ce qu'il y a des situations d'anomie qui rendraient impossible l'expression du sujet ? Question que je pose. Ou bien est-ce que toute personne peut devenir sujet et on ne peut pas considérer qu'il y a une anomie qui serait complète.

Deuxième question sur la formation du sujet dans le cadre du processus de formation : que faut-il faire à ce moment-là pour que la personne formée reste sujet et ne devienne pas objet de formation, puisque la formation va quand même la mettre en position d'objet. Et là que faut-il faire pour qu'elle reste sujet ? C'est un gros problème d'éducation permanente.

RÉPONSE D'ALAIN TOURAINE

Il y a deux questions. La première est la plus radicale et la plus difficile, ma réponse sera une réponse très traditionnelle et, si vous me permettez l'expression, très chrétienne (bien que je ne le sois pas moi-même). Je résiste absolument à l'idée qu'un individu soit placé



dans des conditions telles qu'il ne puisse pas se comporter en sujet. Et de ce point de vue là, le mot anomie qui est un mot bien commode a pris du vieux.

Vous le savez certainement mieux que moi, nous ne pensons plus depuis longtemps que les crises viennent de la décomposition de la société. Nous pensons que beaucoup de crises viennent de la surcharge de l'individu comme sujet ; c'est la vieille théorie d'Ehrenberg. On nous demande tellement d'être libre, d'être responsable qu'on nous demande trop et on craque et on se suicide, on se drogue, etc. (je me suis intéressé à un moment à « SOS amitié », et ce sont des cas que l'on rencontre tout à fait fréquemment). Par conséquent, il faut être un peu catégorique là-dessus, il n'y a pas de cas désespéré et d'ailleurs nous le savons très bien. Vous avez des gens qui vivent dans les pires conditions, les conditions les plus difficiles et qui arrivent à se constituer.

Deuxième question que vous posez : comment ? J'ai envie de vous répondre que cela attire l'attention sur les problèmes les plus classiques mais dont les réponses ne sont pas faciles, c'est-à-dire ça dépend quand même, comme toujours, des trois éléments où se constitue la personnalité, c'est-à-dire : la famille, l'école et le groupe de pairs (le groupe des copains). Alors là-dessus je vais parler très franchement, sur ces trois institutions. Il y en a une qui a assez bien évolué, l'autre assez mal et la troisième très mal. Celle qui a évolué assez bien, c'est la famille. La famille moyennant un taux de divorce raisonnable, entre 35 et 65 %, a fait des progrès formidables ; on arrive même à faire vivre des familles dans des conditions extraordinairement difficiles (les observations des familles recomposées ou des familles mono-parentales sont massivement plus favorables aujourd'hui qu'il y a

vingt ans où on les voyait toujours comme des catastrophes).

Il y a 50 ans, les gens disaient que le rôle de la famille, c'est de transmettre à l'enfant les valeurs matérielles, mais surtout morales de son pays, d'en faire un citoyen, un travailleur, etc. Aujourd'hui personne ne dira cela sur un plateau de télévision par exemple ; personne ne le dira, même s'il le pense. Et les gens, les pires et les meilleurs, vous diront sincèrement et avec raison, que le rôle difficile mais fondamental de la famille c'est qu'un gamin apprenne à marcher sur ses jambes et que cela suppose de l'autorité, de la connaissance, de l'attention, de la présence, etc. Mais nous n'avons pas de doute, sauf à être très réactionnaires, sur la nécessité reconnue pour la famille de considérer que donner cette réalité à l'enfant est le but fondamental, souvent extrêmement difficile à atteindre. L'institution qui ne va pas bien, c'est l'école. Là, je parle peut-être pour mon pays, la chute est spectaculaire. L'école a été un facteur d'égalisation sociale, moi ou la génération d'avant, on est tous des enfants de l'école laïque et nos parents et grands-parents sont « montés » par l'école, c'était le cas de mon père et aussi de millions d'autres.

Après la guerre, nous avons connu une période, d'ailleurs c'était la mode intellectuelle, où l'école *transmettait* les inégalités, mais ce n'est plus vrai, l'école les *augmente* et je vous en parle en toute connaissance de cause, ce sont des choses difficiles à dire et très difficiles à écrire, mais en ce qui concerne les gens d'origine étrangère ou immigrée, l'école en particulier en France, joue un rôle très négatif ; c'est un rôle de blocage et s'il y a tellement peu de mobilité ascendante, c'est à l'école qu'on le doit. Je ne dis pas que ce soit la faute des professeurs, et il est aussi facile



de montrer qu'ils en souffrent, qu'ils sont victimes, etc., mais le fait est là.

La raison fondamentale tient sans doute à « l'esprit universaliste à la française », soit au fait que le professeur n'a pas de rapport avec les élèves parce qu'« il transmet la science » et il ne veut pas être manipulé par la classe supérieure (moi, je n'ai jamais eu de relation personnelle individualisée. C'était peut-être très bien quand Madame la comtesse venait insister pour qu'on fasse passer son fils nul en classe supérieure, mais aujourd'hui, dans les collèges ou lycées du centre ville, les enfants sont aidés par la famille qui les informe, etc).

Pour le gamin de la banlieue dont les parents sont illettrés, ce système théoriquement égalisateur a des effets brutalement inégalisateurs. Nous connaissons très bien ces choses pour lesquelles il y a, je crois, une résistance qui s'explique de bien des manières, y compris de la manière superficielle selon laquelle ce qu'on appelle « un enseignant » premièrement, c'est une enseignante ; deuxièmement, « une enseignante dans les quartiers difficiles », c'est une enseignante jeune et inexpérimentée, parce que les autres vont dans les collèges du centre ville. Pour elle, qui *montait* des milieux populaires, une manière de ne pas chuter socialement était de s'intéresser à l'espagnol par exemple ; par contre, les garçons qu'elle a en face d'elle, ils s'en contre-foutent de Don Quichotte de Cervantès, etc. Alors il y a du sang, ça se passe mal.

Bref, s'il y a un domaine qui a besoin d'un renouvellement profond, c'est sans doute l'école et en même temps comme on dit toujours (un peu comme Churchill de la démocratie), le monde des enseignements (auquel j'appartiens) « *c'est le pire des mondes à l'exception de tous*

les autres » parce qu'il y a finalement plus de gens bien chez les enseignants qu'ailleurs, mais il y a des problèmes d'une grande gravité et la manière dont nous préparons nos enseignants en France est invraisemblable ; ils n'ont absolument aucune connaissance de ce que c'est qu'un enfant, de ce que sont les différences sociales, les différences culturelles, etc.

Et quant aux groupes des pairs, (les « pair group » comme on dit), là c'est tout à fait catastrophique, ce sont des choses qui sont plus difficiles que je ne connais pas bien, mais les phénomènes de régression, étudiés il y a très très longtemps dans « *La galère* » de François Dubet, où on voit comment les garçons acquéraient des comportements de plus en plus éthologiques (cf. les luttes entre les chefs pour savoir qui aura droit à la consommation des femelles prioritairement, etc.).

Il y a eu un petit livre très intéressant fait par deux membres de mon groupe, *Les féministes et le garçon arabe*, de Nacira Guénif-Souilamas, et Éric Macé, sur la création du bouc émissaire : le jeune garçon arabe par exemple, on en a fait le bouc émissaire, il a tous les défauts. Ce travail très intéressant montre comment on fait dire aux statistiques exactement ce qu'elles ne disent pas (par exemple : la criminalité dans cette catégorie n'a pas augmenté plus qu'ailleurs, etc.).

En fait dans le groupe de pairs qui suppose une très forte institutionnalisation, les rapports très informels supposent qu'on soit installé « en situation solide ». Or, elle ne l'est pas et il y a, par exemple : les frères aînés dans les familles, les bandes, les gangs, etc. C'est pour ça que je me permets de dire « ce qui va plutôt mieux c'est la famille » parce que les gens aiment bien de dire le contraire.